

TVA Taux normal

<u>Le taux de TVA standard en Inde en 2024 est de 18%. Le taux cumulé de la TPS en Inde dépend du bon code et varie de 0 à 28%.</u>

<u>lci vous pouvez voir plusieurs exemples de taux de TVA cumulés</u> (IGST):

<u>CGST – Central Goods and Services collecté par le gouvernement central et applicable sur les transactions intra-étatiques, c'est-à-dire au sein d'un état.</u>
<u>SGST – Taxe sur les produits et services de l'État perçue par le gouvernement de l'État respectif et applicable uniquement sur les transactions intra-étatiques, c'est-à-dire au sein de l'État.</u>

IGST – Taxe intégrée sur les biens et services collectée par le gouvernement central et applicable lorsque des biens ou des services sont fournis d'un État à un autre, ainsi que sur les importations.

<u>UTGST (ou UGST) – Taxe sur les produits et services du territoire de l'Union perçue uniquement par le gouvernement du territoire de l'Union et applicable dans tous les territoires de l'Union de l'Inde. Il taxe les transactions au sein d'un seul territoire de l'Union.</u>

Taux de TPS

Les taux suivants s'appliquent aux marchandises en Inde:

<u>0% – Exportations, fournitures vers une unité de zone économique spéciale</u> (ZES) du développeur de ZES

0,25% et 3% – Diamants et autres pierres précieuses, or, argent

<u>5% – certains aliments et biens tels que les vêtements, les chaussures, les médicaments vitaux et le charbon.</u>

<u>12% – la plupart des produits tels que les téléphones et les aliments transformés (fromage, viande congelée).</u>

18% – bougies parfumées, chauffe-eau, détergents.

<u>28% – les biens "de luxe"</u>, par exemple, les voitures, les yachts, les avions et <u>les casinos entrent dans cette catégorie</u>.

Exemples de livraisons exonérées de biens et de services – fruits et légumes, accès à une route ou à un pont par paiement de péages, transfert d'exploitation.

Comme le montrent les exemples donnés, en Inde, il est difficile de déterminer immédiatement le taux appliqué à un produit particulier, il est donc nécessaire de traiter cette question avec une grande attention.

Seuil d'inscription à la TPS

Les entreprises locales dont le chiffre d'affaires dépasse le seuil de 1 million INR (environ 12.000 USD) ou 2 millions INR (environ 24.000 USD) ou 4 millions INR (environ 48.000 USD) (selon la catégorie d'État) doivent s'enregistrer. pour la TPS. Une entreprise dont le chiffre d'affaires est inférieur au seuil spécifié a la possibilité de demander volontairement une inscription à la TPS.

Vendeurs à distance

Il existe une obligation d'inscription à la TPS pour les assujettis non-résidents qui effectuent des livraisons imposables de biens ou de services à des particuliers ou à des sociétés situés en Inde, quel que soit leur chiffre d'affaires. Dans la loi CGST, un «assujetti non-résident» a été défini comme toute personne qui effectue occasionnellement des opérations de livraison de biens ou de services ou les deux, que ce soit en qualité de mandant, de mandataire ou en toute autre qualité, mais qui n'a pas de lieu fixe d'établissement. affaires ou résidence en Inde. Et l'article 24 de la loi CGST, a exigé que les assujettis non-résidents effectuant des fournitures imposables obtiennent obligatoirement l'enregistrement à la TPS.

Il en va de même pour les entités qui fournissent via des plateformes de commerce électronique.

Exigences pour les places de marché en ligne

En Inde, les places de marché en ligne sont tenues de percevoir et de verser la TPS en vertu de la loi connue sous le nom de «Tax Collection at Source (TCS)».

L'article 52 de la loi indienne sur la taxe centrale sur les biens et services stipule: "Ces opérateurs doivent percevoir" un montant calculé à un tel taux ne dépassant pas un pour cent de la valeur nette des fournitures imposables effectuées par son intermédiaire par d'autres fournisseurs.

Cela signifie que les vendeurs doivent toujours percevoir la TPS sur leurs ventes aux clients indiens et que la plateforme en ligne prélèvera 1% des transactions imposables des vendeurs et le paiera au gouvernement.

Procédure d'inscription

L'inscription à la TPS pour une entité imposable étrangère nécessite la soumission électronique des documents suivants:

Certificat de constitution avec confirmation de la place d'affaires.

Preuve d'identité.

Information de compte bancaire.

Formulaire de demande TPS REG 09.

La demande d'enregistrement doit être remplie au moins cinq jours avant le début des activités en Inde. Les contribuables non-résidents doivent payer un certain montant à titre d'acompte d'enregistrement pour la taxe sur les produits et services. Le montant du dépôt d'inscription à la TPS sera égal à l'obligation fiscale prévue pendant la période d'inscription.

Après avoir soumis les enregistrements TPS, un numéro de référence pour la demande de paiement de la taxe anticipée sera fourni.

Représentant fiscal

<u>Un assujetti non-résident peut désigner un représentant autorisé en Inde avec un numéro de compte permanent valide.</u>

Paiement de la TPS et date de production

Pour les entreprises choisissant le régime constitutif, le dépôt est effectué annuellement. Les contribuables dont le chiffre d'affaires est inférieur à 50 millions INR déposent leur déclaration sur une base trimestrielle, tandis que tous les autres

contribuables déposent leur déclaration mensuellement.

Les non-résidents sont tenus de produire des déclarations de TPS et de payer la taxe due mensuellement. La date limite est le 20 du mois suivant la période de référence.

Pénalités

Le non-enregistrement peut entraîner une pénalité de 20.000 INR (environ 240 USD). Le non-paiement des taxes, les paiements de taxes incomplets, les remboursements inexacts ou l'utilisation inappropriée du crédit de taxe sur les intrants peuvent entraîner une pénalité de 20.000 INR (environ 240 USD) ou 10% de la taxe due, selon le montant le plus élevé. De plus, la soumission tardive des déclarations périodiques entraîne une pénalité calculée sur une base journalière, plafonnée à un maximum de 10.000 INR.

Tenue de registres

L'obligation est de conserver les comptes et registres pendant une durée de 72 mois, équivalente à 6 ans, à compter de la date d'échéance de présentation du rapport annuel pour l'année concernée associée à ces comptes et registres.

